

CONVERGENCE

LE MAGAZINE D'INFORMATION DU RÉSEAU SOLIDAIRE DU SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

N° 389



TRIMESTRIEL-AUTOMNE 2025

TOUR D'HORIZON

**Gaza: le combat
de Dina pour la vie**

05

EN MOUVEMENT

**Une « Journée de ouf »
à Paris pour 40 000 enfants**

18

DÉCRYPTAGE : BAROMÈTRE IPSOS/SECOURS POPULAIRE

1 jeune sur 2

est angoissé par l'avenir

08



© Jean-Marie Rayapen / SPF

Ranty Liubov, 69 ans, retraitée de Haute-Vienne et vacancière grâce au Secours populaire

« Partir en vacances, souffler, c'est primordial »

« Face à l'océan, je me sens si bien. »

« Ces vacances ont fait tellement de bien. On est arrivé, il faisait si beau dans le ciel. Depuis on n'arrête pas. On a visité l'île de Noirmoutier et c'était fantastique. On a eu la chance d'avoir un petit guide très sympa. Il nous a fait rire tout le long. Qu'est-ce que ça fait du bien de laisser un peu les soucis de la maison derrière nous. Ils nous ont fait goûter des huîtres. J'avais presque oublié le goût que ça avait. On a aussi fait le musée de la Sardine. C'était bien fait, bien expliqué et on a même dégusté des petits toasts. On a enchaîné avec les activités du village de vacances. On a fait des *blind tests*, où on devait trouver le titre des chansons et leur interprète. On a aussi joué à des questions-réponses. On ne s'ennuie pas. On a même le temps de se promener dans le village, d'aller mettre les pieds dans l'eau. Face à l'océan, je me sens si bien. Après avoir perdu mon mari, je n'avais quasiment plus rien, je ne parlais plus en séjour. Partir en vacances pour souffler ça ne devrait pas être un privilège. En Ukraine, là d'où je viens, il n'y a pas d'aide comme ça pour aider à s'évader, à partir. Merci la France, merci le Secours populaire. »

SOMMAIRE

L'INVITÉ.E p. 2

L'ÉDITO p. 3

TOUR D'HORIZON

- ♦ Le Mans : trois femmes debout ... p. 4
- ♦ Gaza : « Grâce à PMRS, je vais pouvoir donner naissance à mon enfant » p. 5

DÉCRYPTAGE

- ♦ Baromètre Ipsos/Secours populaire : portrait d'une jeunesse en crise p. 8
- ♦ Moments d'insouciance à Cabourg p. 12

VIE DU RÉSEAU

- ♦ Marchandisation des associations, pourquoi est-il urgent de résister ? p. 17

EN MOUVEMENT

- ♦ Une « Journée de ouf » pour 40 000 enfants « oubliés des vacances » p. 18

VOUS SOUHAITEZ AGIR ?

Je fais un don
financier ou
matériel pour
participer aux
actions solidaires

et/ou

je donne de mon
temps en rejoignant
les 80 000 bénévoles
de l'association.



Rendez-vous sur
secourspopulaire.fr



ou par téléphone au
01 44 78 22 28

L'ÉDITO



© Anais Oudart / SPF

Houria Tareb,
secrétaire nationale

Angoisse de l'avenir et pouvoir d'agir

Pour la 19^e année consécutive, le baromètre Ipsos/Secours Populaire fait le point sur la précarité en France et souligne les impacts dramatiques de la situation économique sur la vie quotidienne des personnes. Le seuil de pauvreté subjectif est fixé à 1315€, soit à 100€ du SMIC. Cette somme, déjà insuffisante pour faire face aux dépenses incompressibles de la vie courante, ne permet pas de faire face aux dépenses imprévues ou accidents de la vie ! Ainsi, 49 % des personnes ne peuvent pas se permettre de partir en vacances, de se soigner ou de gérer leurs dépenses quotidiennes, ce qui a de graves conséquences sur leur santé mentale. En France, comme dans les pays européens concernés par ce sondage, 3 personnes sur 5 connaissent une personne proche vivant dans une situation de pauvreté.

Les inégalités demeurent très fortes, avec une généralisation de la précarisation des jeunes qui sont particulièrement touchés. Près de 60 % d'entre eux rencontrent des difficultés en matière d'alimentation et d'emploi et expriment de l'angoisse face à l'avenir. Ces réalités sont vécues dans nos permanences d'accueil, de solidarité et santé où, grâce à un accompagnement liant aide matérielle et soutien psychologique, nos bénévoles s'attèlent à répondre aux besoins urgents, comme à permettre de reprendre confiance et regagner son pouvoir d'agir. L'invitation à s'engager pour la solidarité, à laquelle continuent d'aspirer nos concitoyens, est une réponse à ces nombreux défis.

Éditeur : Secours populaire français, association régie par la loi 1901 et reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 12 mars 1985, 9-11 rue Froissart 75003 Paris. **Directrice de la publication :** Henriette Steinberg, Secrétaire générale. **Responsable de la rédaction :** Thierry Robert, Directeur général. **Directrice de la communication :** Angela Cabral. **Coordination éditoriale :** Secrétariat national et Comité éditorial. **Convergence** N° 389 – trimestriel – Septembre 2025. **Tirage :** 187 200 **Dépôt légal :** septembre 2025 – N° ISSN : 02933292 N° CPPAP n° 021H84415. **Prix :** gratuit. **Photo de couverture :** © Bruno Manno / SPF – Ce numéro comporte, posé en 4^e de couverture, un supplément « L'essentiel de l'activité » sur l'ensemble du tirage.

Agissez pour
aider les
personnes
en situation de
précarité
avec
le Secours populaire
et l'Adoma.



LE DESSIN



© Xaviera Altana

LE MANS

DES FEMMES DEBOUT



Michael, Alicia, Lucie et Guylaine devant le carrousel Jules-Verne, place de la République au Mans, le 15 mai 2025.

© Jean-Marie Rayapen / SPF

“En entendant l'autre, on s'autorise à se dire”

« Les voisins regardaient. J'ai surmonté ma peur. J'avais les yeux dans le soleil, mais j'ai tenu ! » Elle découvre qu'elle peut encore être « *gracieuse* ». Lucie, quant à elle, chérit trois images : l'une au libre-service alimentaire du Secours populaire où elle est bénévole ; une autre, poignante, avec sa fille Charlène, dans une lumière de clair-obscur à la Rembrandt ; la dernière, de dos, sac à l'épaule, tournée vers l'horizon. « *C'est mon nouveau départ* », dit-elle.

◆ **Le projet « Je, tu, elles », initié par la fédération sarthoise du Secours populaire, réunit cinq femmes aux trajectoires marquées par la violence, l'exil ou la pauvreté lors d'une année d'ateliers d'expression, de séances bien-être et de rencontres. En septembre 2025, leur cheminement prend la forme d'une exposition sensible mêlant portraits, écrits et podcasts. Lucie, Michael et Guylaine racontent ce qui les relie et les relève.**

Le 15 mai, à quelques pas du centre-ville, Lucie, Michael et Guylaine vivent ensemble un temps suspendu. Ce matin-là, massages et luminothérapie offrent un répit rare. « *J'étais au ciel, il ne manquait plus que les étoiles* », s'émerveille Lucie. Michael, d'abord surprise, murmure : « *Je me suis autorisée à être heureuse* ». Guylaine, plus pudique, soufflera plus tard un « *C'était bien* » – peu de mots mais un plein d'émotions. Elles retrouvent Alicia, chargée de développement au Secours populaire, qui a initié et porté le projet. « *L'objectif est de faire se rencontrer des femmes accompagnées par le Secours populaire, qui ont des parcours de vie déchirés, afin que se crée entre elles un lien fort, une sororité. Nous espérons qu'elles réalisent qu'elles*

ne sont pas seules et qu'elles peuvent reprendre la main sur leur destinée », explique-t-elle.

Tisser la parole, retrouver sa voix

Au Café Folk, restaurant partenaire de longue date, elles partagent un déjeuner. Les mots jaillissent. Michael, voix claire mais larmes au bord des yeux, confie : « *C'est avec ce projet que j'ai pu commencer à parler, après toute une vie à me taire* ». Lucie parle de ce jour où elle a décidé « *d'arrêter de se cacher dans le noir* ». Guylaine a dit oui à cette aventure, qui crée en elle un apaisement nouveau : « *J'ai moins peur de regarder mon histoire, moins peur du regard des autres* ».

Depuis des mois, elles participent à des ateliers d'écriture, des sorties collectives, des séances de soin, mais aussi à un travail photographique mené par Jacques Cohen, mobilisé par l'association « De l'autre côté du miroir ». Les clichés ont été réalisés dans leurs lieux de vie, selon leurs souhaits. Michael, d'abord réticente, avait peur que « *la tristesse ne déborde sur son visage* ». Ses photos révèlent un être en lente émergence, une silhouette en fragments, comme une vérité qui affleure. Guylaine évoque un cliché pris devant chez elle.

Se regarder en face, avancer ensemble

Entre elles, les histoires s'accordent. Lucie et Guylaine découvrent que toutes deux écrivent la nuit, quand le sommeil ne vient pas. Leurs douleurs résonnent, mais leurs forces s'unissent. « *En entendant l'autre, on s'autorise à se dire* », observe Alicia. À la fin de la journée, chacune emporte un carnet « Le Dire pour agir », ce cahier édité par le Secours populaire, aux pages blanches comme autant d'invitations à y déposer leur histoire et leurs rêves. Michael y note déjà : « *Rien n'est encore perdu tant que la vie continue* ». Elles espèrent que leurs mots donneront du courage à d'autres femmes. Et elles agissent. Lucie et Michael sont bénévoles au Secours populaire ; Guylaine accompagne un enfant handicapé. Elles avancent, debout, tendues vers l'objectif de l'exposition « Je, tu, elles », qui s'augure le 11 septembre à l'université du Mans. Elles sont certes inquiètes à l'idée de s'exposer ainsi, de dévoiler leurs visages, leurs voix, leurs mots. Mais elles sont déterminées. « *Nous sommes prêtes* », sourit Guylaine.

PALESTINE

« Grâce à PMRS, je vais pouvoir donner naissance à mon enfant »



Dina Al-Nahhal, devant la tente qu'elle occupe dans le camp de déplacés de Sheikh-Radwan, dans la ville de Gaza. Juillet 2025.

© PMRS / SPF

◆ Dina est une des 7500 patients soignés chaque jour dans la bande de Gaza par le Secours médical palestinien (PMRS), le partenaire historique du Secours populaire en Palestine. Elle témoigne.

Je m'appelle Dina Al-Nahhal, j'ai 21 ans. J'ai donné naissance à une petite fille il y a 2 ans, juste avant la guerre et j'attends mon deuxième enfant ; je suis à sept mois de grossesse. Mon mari et moi étions propriétaires de notre maison mais elle a été bombardée et maintenant nous habitons sous une tente dans le camp de Sheikh-Radwan, dans la ville de Gaza. Les conditions de vie dans les tentes sont très dures. Cette nuit, à 1h30, nous avons été bombardés. Je suis épuisée. Il n'y a, dans les tentes du camp, ni cuisine ni salle de bain. Aucune possibilité d'avoir un peu d'intimité. Nous avons cette seule tente et elle contient toutes nos possessions – elle contient toute notre vie.

Quand je me lève le matin, je lave d'abord ma fille puis je me lave. Je nettoie la tente pour nous prémunir des maladies. Ensuite je prépare le petit déjeuner pour ma fille. Elle me réclame du pain, mais nous en avons rarement. Je lui

achète souvent un biscuit à 1 shekel. Quand je n'ai plus un seul shekel, je détourne son attention en lui donnant un verre d'eau ou en jouant avec elle, jusqu'à ce que nous allions à la "tekiya" [la soupe populaire] pour nous procurer notre déjeuner. C'est le plus souvent notre seul repas. Avec, quand on a de la chance, un morceau de pain, si on a pu acheter de la farine. La farine, c'est la clé de notre survie. Quand on en trouve 1 kg, on peut tenir trois jours avec.

J'ai fait la connaissance de Weam, une sage-femme de l'association PMRS, au tout début de ma grossesse. Elle m'a beaucoup aidée, en me prodiguant de nombreux conseils, en me délivrant des médicaments, notamment de la vitamine B9 pour que le bébé aille bien. Je sais que ça a été très compliqué pour PMRS de se procurer ce médicament car il n'est plus disponible sur le marché. Les médicaments sont devenus soit introuvables, soit hors de prix. Weam m'examine et me soigne mais, aussi, elle m'écoute et me soutient. C'est une médecin mais je la considère comme une sœur. À chaque fois que j'ai mal, que je suis inquiète, que j'ai besoin de parler ou d'un conseil, je la trouve à mes côtés. Je sais qu'elle aussi vit

dans une situation difficile, qu'elle survit dans une tente comme moi, mais elle est toujours là pour m'aider.

Elle m'apporte du magnésium, des vitamines et du fer, car nous ne mangeons plus d'aliments qui en contiennent et j'en ai besoin pour ma grossesse. Je souffre d'anémie et cela occasionne de fortes douleurs au dos, car je suis trop faible pour porter mon enfant. Je suis dénutriée et ne pèse que 45 kilos – mon poids n'a pas augmenté depuis 7 mois que je suis enceinte. Mon fœtus ne se développe pas correctement. Aussi, PMRS me finance des injections – je ne pourrais jamais les payer moi-même car chaque injection coûte 100 shekels. Grâce à l'aide de PMRS, je garde au fond de moi de l'espoir et je sais que je vais pouvoir donner naissance à mon enfant.

C'est un garçon et je l'appellerai Maher. Il me reste un morceau de tissu ; je vais l'amener chez le couturier pour lui confectionner des sous-vêtements. Ma voisine m'a proposé de m'apporter un berceau en bois. Mais je n'ai pas envie de faire dormir mon bébé dans un berceau. Une nuit, il y a peu, ma cousine a été bombardée. Elle a été projetée dans un coin et, quand elle a repris ses esprits, son bébé qui dormait dans son berceau avait disparu. Elle a retrouvé le corps de son enfant quatre jours plus tard ; il avait été projeté dans un arbre. Cela a ancré en moi une peur immense. Je ne me sépare plus jamais de ma fille, et je ne me séparerai pas de mon bébé non plus. Désormais, l'endroit le plus sûr pour nos enfants, c'est sur nos genoux, dans nos bras. Mon enfant dormira contre mon cœur.

**Propos recueillis
le 6 juillet 2025, ville de Gaza,
camp de Cheick-Radwan.**

FRANCE

Secours pop' Rocks

Les 13 et 14 septembre s'est déroulé le Secours pop' Rocks. Organisé par le Secours populaire de l'Île-de-France, l'événement a d'abord eu lieu au Zénith de Paris avec un live extraordinaire (M, Tété, Étienne de Crécy, Falcon, etc.). Le lendemain, des familles et des bénévoles étaient invitées au Zénith pour une journée solidaire afin de découvrir un spectacle de magie et une fête musicale. Un temps fort des 80 ans de l'association.

MONDE

Villages

« Copain du Monde »

Chaque été, le Secours populaire organise des villages « Copain du Monde » qui rassemblent des enfants français, des territoires ultramarins et du monde. Certains se déroulent en France et d'autres hors de nos frontières. C'est du 13 juillet au 17 août qu'ils se sont tenus cette année. Des Philippines à l'Ukraine, des Yvelines à Nice, de la Grèce aux États-Unis, de la Pologne à l'Ardèche, des milliers d'enfants ont pu vivre des moments inoubliables de vacances teintés de solidarité et de partage. En Arménie, où c'était une toute première édition, le village a rassemblé, deux semaines durant, trente enfants pour la plupart issus de familles déplacées du Haut-Karabagh. Durant leur séjour, activités sportives ou créatives, initiation aux premiers secours et ateliers de sensibilisation à l'environnement se sont succédé, leur offrant évasion, joie et ouverture sur le monde.



POUR EN SAVOIR PLUS



© Christophe Da Silva / SPF

FRANCE

RENTRÉE DES CLASSES SOLIDAIRE

En cette rentrée, ce sont 12 millions d'élèves qui ont repris le chemin de l'école. Pour que tous les enfants accompagnés par le Secours populaire puissent réussir leur scolarité, les bénévoles sont sur le terrain depuis plusieurs mois pour collecter des fournitures. Des moyens supplémentaires importants pour les familles.



© Jean-Marie Rayapen / SPF

FRANCE

Découverte du Festival d'Avignon pour 60 jeunes

Du 23 au 26 juillet, une soixantaine de jeunes du Secours populaire ont participé à la 79^e édition du Festival d'Avignon. Ces festivaliers, âgés de 17 à 26 ans, ont vécu de l'intérieur cet événement et plongé dans l'univers théâtral, passant de la pratique à travers des ateliers à des spectacles vus ensemble. Pour la grande

majorité d'entre eux, ce séjour constitue une expérience inédite : leur premier festival de théâtre abordé comme « une aventure en collectif ». Pour Andrei et Vasile, deux étudiants roumains soutenus par l'association Magic, et les jeunes Marocains présents, ce fut aussi l'occasion de découvrir la France.



ON PEUT DONNER DU BONHEUR, ON PEUT AUSSI LE TRANSMETTRE

© Bruno Manno

LEGS, DONATIONS, ASSURANCES-VIE

Léguer au Secours populaire français, c'est multiplier votre bonheur à l'infini pour faire vivre une solidarité de proximité contre la pauvreté et l'exclusion des enfants et des personnes les plus démunies.

Demande de documentation gratuite et confidentielle

À renvoyer au Secours populaire français - 9/11, rue Froissart - 75140 Paris Cedex 03



OUI, je souhaite recevoir la brochure sur les legs, donations et assurances-vie par : courrier email

Mlle Mme M. Nom* _____ Prénom _____

Adresse : _____

Code postal [][][][][] Ville _____

Téléphone [][][][][][][][][][][][][] E-mail _____



Votre contact:
Carole Pezron
01 44 78 79 26

Le Secours populaire français est une association reconnue d'utilité publique. Exonérée de tous droits de succession, elle vous garantit le respect scrupuleux de vos volontés et la rigueur de la gestion dans l'utilisation des fonds.



* Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par le Secours populaire français, à rue Froissart - 75140 Paris CEDEX 03. Le responsable de traitement est M. Thierry Robert, directeur général. Ces données sont destinées à la Direction de la communication et de la collecte, à la Direction financière et aux tiers mandatés par le Secours populaire français, à des fins de gestion interne, pour répondre à vos demandes, faire appel à votre générosité, vous adresser votre reçu fiscal ainsi que des informations sur les missions du SPF et vous remettre la carte de donateur. Le Secours populaire français ne transfère pas les données en dehors de l'Union Européenne. Les données ne sont ni louées, ni échangées, ni vendues à des tiers. Conformément à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, vous pouvez accéder à vos données personnelles, demander leur rectification, limitation ou effacement et vous opposer à leur utilisation, en contactant le «service relation donateur» au 9/11 rue Froissart - 75140 Paris cedex 03 - 0144 78 22 37 - relation.donateurs@secourspopulaire.fr. Ces données sont conservées pendant la durée strictement nécessaire à la réalisation des finalités précitées.

250VM8389



FRANCE, EUROPE : PORTRAIT D'UNE JEUNESSE EN CRISE

Le 19^e baromètre de la pauvreté et de la précarité réalisé par Ipsos pour le Secours populaire français brosse le portrait d'une jeunesse en crise, en France et en Europe. Elle vit dans des pays dans lesquels une part importante de la population subit encore de fortes privations, malgré le répit de l'inflation.

◆ L'année 2025 est encore une période difficile pour de très nombreux Français. C'est l'enseignement principal du nouveau baromètre de la pauvreté et de la précarité réalisé par Ipsos pour le Secours populaire français. Chaque année depuis 2007, ce questionnaire* livre un état des lieux des difficultés, des privations et de la vulnérabilité sociale des Français.

La nouvelle édition du baromètre témoigne d'une situation sociale qui demeure très préoccupante. Malgré la pause marquée par l'inflation, qui a permis à une partie de la population de reprendre son souffle, les Français continuent de souffrir en matière d'accès à l'alimentation, aux soins, aux loisirs. Il en découle que la santé mentale de ceux qui ont du mal à joindre les deux bouts reste très mal orientée.

Signe que la précarité se diffuse dans la société et s'ancre dans le quotidien, près de trois Français sur cinq connaissent un proche vivant une situation de pauvreté (57%) ; que ce soit un membre de la famille, un ami ou une connaissance. La pauvreté monétaire – percevoir moins de 1 216 euros par mois pour une personne seule – frappe en particulier les femmes qui élèvent seules leurs enfants, et les chômeurs, comme l'a établi l'Insee. Sa dernière étude sur la question note que l'inflation avait fait gonfler, en 2023, les chiffres de la pauvreté à un niveau record depuis 1996. Un phénomène sur lequel les associations de solidarité alertaient depuis plusieurs années, et continuent de le faire.

Sur le terrain, les bénévoles voient les effets de cette précarisation. À Clermont-Ferrand, par exemple, les demandes d'aide ont connu « une augmentation considérable », de l'ordre de 30% entre 2023 et 2024, rapporte Élodie, qui travaille à la fédération locale du Secours populaire. « Nous avons 100 nouvelles inscriptions par mois dans une seule antenne.



Les Français sont de plus en plus nombreux à franchir la porte des permanences d'accueil du Secours populaire.

© Pascal Montary / SPF

Il s'agit de retraités, d'étudiants étrangers, principalement des personnes dont le travail ne paye pas assez pour sortir de la pauvreté. »

Vivre sur le qui-vive

Dans ces conditions, il est compréhensible que les Français restent inquiets : un tiers d'entre eux estime qu'il existe un risque « important », voire « très important » de basculer dans la précarité « dans les prochains mois ». Cette inquiétude s'explique par la crainte que leur capacité financière, leur épargne, soient insuffisantes pour faire face à un impondérable, comme une augmentation du prix des carburants ou la nécessité de venir en aide à un membre de la famille. La crainte d'une dépense imprévue – la chaudière qui tombe en panne, réparer la voiture après un accident ou des lunettes à changer – est douloureusement ressentie par une proportion toujours aussi importante de répondants (59%) depuis la précédente édition du baromètre.

Ce type de préoccupations illustre la vulnérabilité économique d'une grande partie de la population. Celle-ci vit au jour le jour avec l'angoisse de ce que peuvent apporter les lendemains qui déchantent. Vivre sur le qui-vive est néfaste pour la santé mentale. Celle-ci se dégrade parmi les personnes ayant du mal à boucler leur budget :

74% se disent « tristes, déprimées ou désespérées ». C'est 2% de plus que l'année précédente. Les privations permanentes pèsent encore plus cruellement sur le psychisme des parents qui ont répondu au baromètre : un sur deux (49%) confie se sentir coupable de ne pas pouvoir offrir à ses enfants ce qui leur fait envie.

Une situation qui se retrouve souvent puisque 20% des enfants vivent officiellement dans une famille confrontée à la pauvreté. Ce n'est pas pour rien qu'une personne aidée sur trois par le Secours populaire est un enfant. Une partie importante du temps de bénévolat est consacrée à prodiguer un suivi scolaire, une aide matérielle et alimentaire, à favoriser la pratique d'un sport, ainsi que l'accès à la culture et aux loisirs.

34%

des Français estiment le risque important de basculer dans la précarité dans les prochains mois.

59%

déclarent ainsi craindre de ne pas pouvoir faire face à un imprévu.

La pauvreté se traduit toujours par des privations. Si la pause mesurée dans l'inflation générale a permis à des catégories de la population de reprendre leur souffle, les difficultés rencontrées restent élevées pour de très nombreux Français dans des domaines essentiels. Ainsi, près de la moitié d'entre eux (45 %) n'a pas pu facilement « payer certains actes médicaux mal remboursés par la Sécurité sociale ». De même, les contraintes en matière d'alimentation ont continué à augmenter : près d'un tiers des personnes interrogées (31 %) a eu du mal à se « procurer une alimentation saine » leur permettant « de faire 3 repas par jour ». C'est 1 point de plus que l'année précédente.



En France, se nourrir est devenu une gageure pour un nombre croissant de familles.

© Maïté Baldiri / SPF

Un niveau de privation qui explique que dans certains libres-services alimentaires du Secours populaire, les bénévoles ont vu affluer jusqu'à 40 % de demandes supplémentaires. Ils ont aussi multiplié les initiatives pour proposer une alimentation de qualité, notamment via des jardins solidaires, des ateliers nutrition ou des partenariats avec des producteurs locaux bio.

Une citoyenneté abîmée

Moins souvent évoqué dans le débat public que les privations de biens vitaux, la limitation, voire le renoncement, aux loisirs est pourtant très répandue. Près des deux tiers des personnes ayant participé au baromètre (64 %) déclarent avoir été, cette année encore, dans l'incapacité financière de faire des sorties ou de profiter de loisirs en famille. Pour les sorties les plus onéreuses, comme le cinéma ou le restaurant, pas moins de 60 % des personnes ont dû y renoncer. Et encore plus de la moitié de la population (56 %) a même dû restreindre ses déplacements, en voiture mais aussi en transports en commun.

À travers ces éléments, le baromètre dépasse la focalisation sur les besoins vitaux et illustre aussi des privations moins visibles car elles portent

sur des besoins souvent jugés non essentiels, comme les déplacements ou les loisirs. La pauvreté n'est, en effet, pas seulement le fait d'être privé de tout, d'être contraint d'avoir une calculatrice dans la tête, c'est aussi pour un individu ou un groupe l'impossibilité de prendre toute la place qui lui revient dans la société, comme l'a souligné le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE).

De cette manière d'appréhender la pauvreté découle la mesure officielle du seuil de pauvreté monétaire, qui n'est pas calculée par rapport à un revenu de subsistance mais par rapport au niveau de revenus qui sépare la population en deux parties égales, appelé le revenu médian. De même, pour le Secours populaire, renoncer à la grande variété des loisirs empêche de participer pleinement à notre environnement social, de vivre comme tout le monde et au contact de nos contemporains. C'est pourquoi l'aide alimentaire et matérielle d'urgence est organisée comme une porte d'entrée vers un accompagnement plus large parce qu'il paraît inconcevable aux yeux de ses bénévoles d'« accepter que la partie la plus pauvre de la population soit privée de ces biens communs qui participent de la citoyenneté, de l'autonomie ».

Ce refus de la résignation est d'autant plus important à cultiver que, par rapport à la génération de leurs parents, les Français ont de plus en plus le sentiment d'être confrontés à une dégradation de leur accès à l'emploi (59 %, + 2 points), à la santé (50 %, + 1), à un logement décent (46 %, + 2) et aux vacances (45 %, + 3). Ce déclassement social perçu par la moitié de la population est lourd de menaces, de colère et de rejet de l'autre. Heureusement, la solidarité est privilégiée, du moins pour le moment. Le dernier enseignement de ce baromètre est que, dans ce panorama sombre, les Français sont toujours aussi nombreux à souhaiter participer à la grande chaîne de l'entraide : près d'un sur deux (48 %) se dit « prêt à consacrer du temps à une association de solidarité » et à permettre à chacun de participer pleinement à la société.

* Enquête réalisée par Ipsos selon la méthode des quotas sur un échantillon représentatif de 1 000 personnes, constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Interviews réalisées en ligne du 26 au 28 mai 2025.



POUR EN SAVOIR PLUS





L'association Solidarité Populaire de Grèce se rend dans les quartiers populaires pour venir en aide aux populations les plus précaires.

© Alex Gasteratos / SPF

51 %

Plus d'1 Européen sur 2 a été récemment confronté à une situation difficile du fait de sa situation financière.

À un point tel que :

33 %

1 parent européen sur 3 a été dans l'incapacité de subvenir aux besoins essentiels de ses enfants.

Des Européens précaires et anxieux

◆ Pour la troisième année consécutive, le baromètre européen de la pauvreté et de la précarité* a été réalisé dans 10 pays. Nombre de personnes vivant sur le continent le plus riche du monde continuent de se dire précaires (28%).

Ils étaient 29% en 2024, mais le niveau reste élevé alors que l'envolée des prix des années précédentes a enfin marqué une pause. Les records sont atteints en Grèce et en Moldavie (46% chacun). À noter : les Allemands sont plus nombreux à se déclarer précaires qu'en 2024 (22%, + 1%) et plus nombreux que les Français.

La poussée de l'inflation a laissé des traces, aussi bien matérielles que psychologiques : plus de quatre Européens sur dix (43%) considèrent qu'il existe un risque important qu'ils se retrouvent dans une situation de précarité dans les prochains mois. Une proportion qui reste stable d'une année sur l'autre.

Pessimistes, les Européens le sont particulièrement pour les futures générations en ce qui concerne l'emploi (61%) et les services de santé (53%). Les Français sont largement les plus préoccupés : 73%, à égalité avec les Italiens pour l'emploi. Pour la santé, le chiffre atteint 70%, loin devant tous les autres Européens.

Ce pessimisme est alimenté par la proportion des actifs européens dont les revenus ne permettent pas de faire face à leurs dépenses : encore près d'une personne sur trois est concernée (32%), malgré le ralentissement de l'inflation. Mais le problème est encore plus large, car une grande partie de la population se restreint pour joindre les deux bouts. Ainsi, plus d'un Européen sur deux (51%) a dû récemment se priver du fait de sa situation financière : 61% ont dû renoncer à des sorties. Presque autant ont été contraints de renoncer à des déplacements, à acheter des vêtements...

Même les besoins vitaux ne sont pas assurés pour une partie importante de la population : plus d'un Européen sur quatre a déjà sauté un repas alors qu'il avait faim (28%) et 35% des répondants ont déjà renoncé à se soigner. En Allemagne, toutes les privations ont augmenté fortement, à contre-courant des autres pays, à l'exception de la Grèce, de la Pologne ou la Roumanie. Sauter un repas malgré la faim a affecté près d'un quart de la population outre-Rhin (23%).

Très impactant psychologiquement, un parent sur trois déclare qu'il lui est arrivé de ne pas pouvoir subvenir aux besoins essentiels de ses enfants, du fait de sa situation financière. On comprend dans ces conditions que la précarité a des impacts graves sur la santé mentale : la précarité est une source d'anxiété pour 72% des personnes rencontrant des difficultés à boucler leur budget.

* Réalisé en ligne par Ipsos, du 26 mai au 6 juillet 2025, auprès de 10 000 personnes dans 10 pays européens : France, Allemagne, Grèce, Italie, Pologne, Royaume-Uni, Moldavie, Portugal, Roumanie et Serbie.



REPORTAGE

Moments d'insouciance à Cabourg

◆ **400 jeunes, étudiants et travailleurs d'Île-de-France et du Calvados, ont passé une journée à la plage, loin des soucis et des privations, profitant de la joie d'être ensemble.**

Une Journée Bonheur sur la côte fleurie : 400 jeunes privés de vacances ont pris la route pour le premier jour de grand départ en vacances du mois de juillet. La plupart sont venus en cars d'Île-de-France et d'autres ont fait le trajet avec des bénévoles du Calvados. À quelques mètres des villas raffinées construites à la Belle Époque, les jeunes, étudiants et travailleurs, se sont éparpillés joyeusement le long de la plage. Baignade, jeux de ballon, parties de cartes ou balades en petit train dans le centre-ville de la cité balnéaire étaient au programme de ce grand bol d'air.

Aide alimentaire, dons de vêtements, loisirs : tout au long de l'année, le Secours populaire s'active auprès des jeunes, une population particulièrement en prise avec la précarité. Pour rien au monde, Inès et sa colocataire Charline n'allaient manquer cette journée en bord de mer. Entre le master en administration de

la santé à Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines, le travail d'appoint dans l'administration de leur université et le manque de moyens, « on a peu de loisirs et jamais de vacances », médite Charline, 24 ans. « Des vacances, ça fait 4 ans qu'on n'en a pas pris ni l'une ni l'autre », complète Inès, qui a deux ans de plus. Comme elles, 56 % des 18-34 ans disent sacrifier leurs loisirs faute de moyens, selon l'étude Ipsos/Secours populaire spéciale jeunes réalisée cette année.

«C'est rare de voir la mer»

Un peu plus loin, Mélissa n'a pas voulu manquer l'occasion de venir à Cabourg. « Dans ma situation, c'est rare de voir la mer », souligne la jeune fille de 18 ans. En terminale, elle vit dans une famille aidée par le Secours populaire. Durant le voyage en car, elle a sympathisé avec Katia, une assistante maternelle de 22 ans. Mélissa et Katia se sont trempées dans la Manche avant midi. « C'est un peu froid », rapportent-elles en cœur. Pour mieux se réchauffer, les deux copines se sont fondues dans un groupe pour jouer au foot et au frisbee, entre la dune et les vagues ; avant de venir s'étendre sur leur serviette de bain.

Tout cela s'est déroulé à quelques mètres de Charline et d'Inès. Comme 60 % des étudiants, les deux amies sont contraintes de travailler pendant leurs études ou sont à la recherche d'un job à exercer à côté des heures passées à la fac (Ipsos/Secours populaire 2025). « Même à l'échelon maximum, 630 euros par mois, la bourse reste complètement insuffisante pour s'en sortir », relève Inès. Quand la bourse d'études s'interrompt l'été, elles doivent travailler comme caissières ou dans la restauration rapide pour compenser. Comme le dit Inès, « nous sommes cantonnées à ce qui est considéré comme "le sale boulot" », une notion que l'étudiante a vue en sociologie du travail et qui désigne une activité professionnelle peu considérée et mal payée.

«On finit chaque mois au ras des pâquerettes»

« Dès le mois de mars, l'angoisse monte : il faut trouver à tout prix un job pour les trois mois d'été », confie Charline, le teint clair, le visage animé par des taches de rousseur et des yeux profonds et rieurs. « Et encore, il nous faut un job à 35 heures par semaine afin de mettre suffisamment d'argent de côté pour parer aux dépenses de l'année », ajoute Inès sous le regard approbateur de son amie. Même avec une bourse, un travail d'appoint et des jobs d'été, « avoir de quoi s'habiller, c'est compliqué », lance Charline, quand il faut payer un loyer très élevé, s'acheter de quoi manger et faire face aux factures. « On finit chaque mois au ras des pâquerettes », ajoute Inès, la peau sombre, les cheveux noirs et soyeux, le sourire discret et bienveillant.

Devant elles, une vingtaine de jeunes forment un grand cercle, tout à la droite de la grande plage de sable fin, pour l'un des ateliers de yoga qui rythment la journée. Pour finir, Sharon, son animatrice, encourage les participants à se relâcher en riant. Elle donne l'exemple. Bientôt, la bonne humeur se transmet de proche en proche et le fou-rire est général.

Encore hilare, Amina se relève. Ce n'est pas tous les jours que cette étudiante, qui ne vit plus chez ses parents, se sent aussi légère : à 21 ans, elle doit régulièrement aller chercher de quoi manger au Secours populaire.

« Je me sens complètement décontractée »

Pourtant, comme Inès et Charline, Amina se démène. Une fois l'année universitaire achevée, elle travaille les trois mois d'été en tant qu'aide à domicile pour subvenir à ses besoins. « *Cela suppose de porter très régulièrement des personnes âgées pour faire leur toilette et je paie ces mouvements répétitifs au niveau du dos.* » Amina a donc particulièrement apprécié la séance de yoga qui vient de se terminer : « *Je me sens complètement décontractée, soupire-t-elle d'aise. Mes muscles sont redevenus souples en quelques minutes. Je n'ai plus mal du tout.* »

Après le pique-nique fourni par le Secours populaire, Charline et Inès estiment avoir suffisamment profité du farniente. Elles se joignent à un groupe de jeunes qui va visiter la *Villa du temps retrouvé*, une maison de maître à la façade blanche ornée de croisillons en briques brunes où sont exposés des peintres normands de la Belle Époque, période qui a vu l'apogée de Cabourg. À l'époque, les bourgeois parisiens qui s'y donnaient rendez-vous chaque été pouvaient entendre résonner les pas de Marcel Proust, un siècle plus tôt.

Belles parenthèses

Dans la villa, la guide qui s'occupe du groupe a concocté une visite à la fois instructive, décontractée et abondant des thèmes qui résonnent avec les préoccupations des jeunes, comme les inégalités hommes/femmes à travers un petit film de la pionnière du cinéma muet Alice Guy ou le colonialisme à travers les récits

de Pierre Loti dont la villa expose de nombreux portraits. Comme la plupart des participants, Inès se dit enchantée par cette visite : « *J'ai félicité la guide pour sa présentation.* »

« Arrivée en fin d'année, on est épuisée – cours, partiels, emploi à la fac, job d'été –, ça n'arrête jamais. »

De retour sur la plage, les deux étudiantes décident d'aller se baigner. Mais avant, elles continuent d'évoquer leurs conditions de vie et leur impact sur leur santé. « *Arrivée en fin d'année, on est épuisée – cours, partiels, emploi à la fac, job d'été –, ça n'arrête jamais ; et en plus, on n'a pas le droit à l'erreur : hors de question de redoubler, sinon la bourse saute* », témoigne Charline. Continue, la pression est aussi intense, tout comme la sélection au cours de leur cursus : parties avec 200 autres jeunes en licence, Inès et Charline sont arrivées en master avec seulement 18 autres étudiants.

Une santé mentale fragilisée

Dans ces conditions, les deux amies sont d'accord : la santé mentale chez les jeunes est un sujet à prendre très au sérieux. Beaucoup vivent mal le passage de la cellule familiale à un studio de 10 mètres carrés et l'isolement qui en découle. D'autant que ce n'est pas simple de s'assumer quand la situation administrative n'est pas complètement réglée et que le compte en banque crie famine. « *C'est d'autant plus usant qu'il faut toujours anticiper les galères dans une situation aussi instable* », synthétise Charline. Mais, comme elles le font remarquer, le nombre de thérapeutes détachés auprès des universités est « *très, très insuffisant* ».

La précarité des jeunes travailleurs, elles la vivent tous les jours y compris dans leur travail à l'université, où elles accueillent les étudiants qui ont du mal à payer leur loyer, à manger ou à se soigner. « *Beaucoup sont fragiles ou ont des idées noires* », confie Inès. Les deux collègues vérifient si les étudiants disposent de toutes les aides auxquelles ils ont droit et les orientent pour régler leurs différents problèmes, souvent administratifs.

« *La situation des étudiants français est assez compliquée, mais 75 % des demandes que nous recevons viennent d'étudiants étrangers dont les moyens sont encore plus limités* », pointe Charline. Ces derniers ne peuvent compter sur l'aide d'aucune famille sur place et leurs parents ont souvent dû se saigner pour payer les frais d'inscription qui s'élèvent pour eux à 7 000 euros. Une grande précarité qui explique que de nombreux jeunes étrangers, étudiants ou travailleurs, soient présents à cette Journée Bonheur. Le soir, ils repartent tous avec le même sourire que Charline et Inès quand elles sont sorties de l'eau : « *Ça fait un bien fou !* ».

PRÈS DE 60 ANTENNES ÉTUDIANTES

À mesure que la précarité étudiante s'est étendue, le Secours populaire a développé des accueils spécifiques pour ces jeunes. En 2024, les bénévoles s'activent dans 58 antennes. Ces dernières sont réparties dans 40 départements. Elles comprennent 14 antennes mobiles, appelées solidaribus, destinées à se rendre régulièrement sur les campus. Elles complètent ainsi 14 antennes permanentes sur des campus. À noter aussi, 15 permanences d'accueil et relais santé proposent des horaires adaptés à la vie étudiante.



En Serbie, l'association CYI accompagne les jeunes précaires vers la formation et l'emploi.

© Jean-Marie Rayapen / SPF

moyens suffisants, près d'un jeune Français sur deux (48%) rencontre des difficultés à se procurer une alimentation saine et équilibrée. Cette contrainte a considérablement augmenté ces dernières années : en 2010, 29% des répondants avaient du mal à se nourrir en quantité et en qualité suffisantes.

Alors qu'en 2010, le Secours populaire avait encore développé peu d'antennes spécialisées dans l'accueil des étudiantes et des étudiants, aujourd'hui, ce ne sont pas moins de 40 fédérations départementales du Secours populaire qui en disposent d'au moins une ; et toutes proposent un soutien alimentaire. Les files d'étudiantes et d'étudiants venant chercher de la nourriture auprès des associations ne se cantonnent pas à la France. Un jeune Européen sur deux (52%) déclare, lui aussi, peiner à se procurer une alimentation saine et équilibrée.

Pour les jeunes, l'épreuve de la précarité

◆ **Niveau de vie, privations, angoisse, les jeunes Français et Européens voient les promesses de progrès social s'éloigner. À ces étudiants, jeunes travailleurs et souvent les deux, la société ne propose à beaucoup que l'épreuve de la précarité.**

Quinze ans après son premier sondage montrant la précarité grandissante de la jeunesse, le Secours populaire français a voulu donner à nouveau un coup de projecteur sur les conditions de vie des jeunes jusqu'à 34 ans. Les bouleversements liés à l'apparition du Covid-19, aux fluctuations de l'inflation et aux promesses non tenues de progrès social se lisent dans ce nouveau focus réalisé par Ipsos dans dix pays européens* : partout, leurs conditions de vie sont plus dures et plus précaires que celles de leurs aînés.

En 2025, 50% des jeunes Français se déclarent mécontents de leur niveau de vie, notamment en ce qui concerne le montant de leurs revenus et leur autonomie financière. Par comparaison, ils étaient 33% en 2010 (même si la méthodologie différente des deux sondages ne permet pas une

comparaison terme à terme, l'importante progression entre les deux résultats permet de souligner une tendance). Cette première donnée, massive (un jeune sur deux), se traduit par l'augmentation constante auprès des bénévoles du Secours populaire des demandes d'aides de la part des 18-25 ans. Sur le plan national, ils représentent désormais 13% des personnes soutenues, un chiffre à rapprocher du 1,3 million de Français de 18-29 ans qui vivent sous le seuil de pauvreté.

Lorsque l'on regarde au niveau européen, la situation qui apparaît, en moyenne, est la même dans tous les pays interrogés : 53% des jeunes (Allemands, Italiens, Roumains...) se disent mécontents de leur niveau de vie. Il faut dire que près d'un jeune Européen sur quatre déclare ne pas pouvoir vivre de son seul revenu professionnel. Une donnée qui fournit la clé à de nombreuses situations rencontrées lors de ce focus sur les jeunes de France et d'Europe.

Ce mécontentement massif à l'égard de leur niveau de vie est nourri par les privations quotidiennes que les jeunes rencontrent. Faute de

Privations tous azimuts

Tout aussi révélateur, mais moins souvent mis en lumière, les privations portent beaucoup sur les loisirs et les activités culturelles : 56% des jeunes Français sont obligés de se restreindre ou de s'en passer alors que ces pratiques sont nécessaires à l'épanouissement, au bien-être, ainsi qu'à l'inclusion sociale de ces classes d'âge afin qu'elles prennent toute leur place dans la société construite par leurs aînés. Comment situer ce chiffre ? La tendance est, là aussi, à la hausse car cette proportion, bien que déjà élevée, affectait moins (44%) la jeunesse tricolore en 2010. Le niveau de privation des étudiants et des jeunes actifs de l'Hexagone est désormais aussi élevé que celui de leurs amis allemands, portugais ou serbes. Les proportions atteignent des records en Grèce et en Moldavie. Les jeunes Polonais qui disent subir des privations restent, avec 42%, les mieux lotis.



Lors du Festival des solidarités de la jeunesse, jeunes Français et Européens s'engagent pour lutter contre la pauvreté.

© Jean-Marie Rayapen / SPF

La santé est un besoin vital, comme la nourriture, mais contrairement à cette dernière, le coût du système médical est largement mutualisé à travers le continent afin de faciliter l'accès de la population aux soins. Néanmoins, 44 % des jeunes Français se déclarent mécontents de leur accès au système de santé. Le renoncement aux soins est lié aux actes médicaux mal remboursés mais les jeunes sont aussi trop peu informés du fonctionnement du système de santé.

Une santé sur le fil

Des campagnes d'information seraient bénéfiques, tout comme le développement de programmes de prévention afin d'éviter aux jeunes, à l'âge où ils deviennent autonomes, l'adoption de mauvaises habitudes qui auront un impact sur leur santé au cours de leur vie. Un constat de carence qui n'est pas sans rapport avec le retrait des infrastructures de soins de proximité (dans l'enseignement, au niveau des communes ou dans les entreprises).

À l'image des jeunes de l'Hexagone, les autres jeunes Européens sont nombreux à rencontrer des difficultés pour payer leurs soins (49 %).

Si la situation des Allemands, des Italiens, des Polonais, des Britanniques et des Serbes est proche de celle rencontrée en France ; en Grèce, en Moldavie, au Portugal et en Roumanie, c'est une majorité pour qui la contrainte du paiement des soins est trop importante.

Si on s'intéresse maintenant aux jeunes qui poursuivent des études supérieures, les conditions restent largement précaires. En France, un étudiant sur trois (34 %) dispose d'un emploi rémunéré en parallèle de ses études, malgré le risque documenté d'échec aux examens que cela représente. Cela donne un aperçu des contraintes économiques qui pèsent sur eux. Plus significatif encore : une partie importante est à la recherche d'un job étudiant, si bien qu'au total 60% des jeunes en études supérieures travaillent durant leur cursus ou sont à la recherche d'un emploi rémunéré leur permettant de subvenir à leurs besoins durant leurs formations.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant d'apprendre que 43 % des étudiants français déclarent vivre dans une situation difficile.

Un chiffre élevé qui reste inférieur à celui exprimé par les étudiants européens dans leur ensemble : plus d'un sur deux (52 %). Dans certains pays, la proportion atteint des niveaux alarmants, aussi bien dans les plus pauvres comme en Grèce (68 %) ou en Serbie (54 %), que dans les plus riches comme le Royaume-Uni (53 %) et l'Allemagne (61 %). Loin de la représentation de la jeunesse dorée qui est traditionnellement associée à la population étudiante, cette enquête confirme les remontées du terrain dépeignant une situation préoccupante.

Confrontés à la précarité au moment où se décide une grande partie de leur place dans la société, tant individuellement que collectivement, les jeunes ont du mal à envisager l'avenir sereinement. De plus, les situations qu'ils traversent, tant sur le plan économique que social, affectent leur bien-être et leur santé mentale. En France, 50 % d'entre eux expriment un fort sentiment d'« angoisse » en pensant à leur situation actuelle et à leur avenir ; et plus d'un jeune sur cinq se dit même « désespéré », une proportion alarmante.

50 %

1 jeune Français sur 2 exprime un fort sentiment d'angoisse en pensant à sa situation actuelle et son avenir.

22 %

Plus d'1 jeune sur 5 se dit même désespéré

Au niveau européen, le record de l'angoisse est détenu par la Grèce où 63 % des jeunes interrogés expriment ce sentiment. Autre indicateur de santé mentale, le stress : 39 % des jeunes Européens se disent angoissés ; et tout particulièrement en France, en Allemagne, en Italie et en Grèce.

Une lueur d'espoir dans ce panorama des plus sombres, les jeunes Français appartiennent à une génération qui se dit prête à s'engager, que ce soit à travers des pétitions (75 %), des dons matériels (73 %) ou financiers (60 %). Surtout, un sur deux se déclare tenté par l'engagement dans une association de solidarité (52 %), de préférence à un syndicat ou un parti politique (moins de 1 sur 3).

Au niveau européen, la volonté d'engagement est encore plus forte : 65 % se disent prêts à rejoindre une association de solidarité, 48 % un syndicat et 38 % un parti politique. La variété des causes qu'ils ont à cœur de défendre est grande, mais l'enfance, la jeunesse et l'éducation réunissent un tiers des jeunes.

* Enquête réalisée par Ipsos auprès de 10 000 Européens, représentatifs de la population nationale âgée de 18 ans et plus dans chacun des 10 pays interrogés : France, Allemagne, Grèce, Italie, Pologne, Royaume-Uni, Moldavie, Portugal, Roumanie, Serbie. La représentativité des échantillons a été assurée par la méthode des quotas. Interviews réalisées en ligne du 26 mai au 6 juillet 2025.



PAROLE D'EXPERTE

NATHALIE ROUDAUT,

déléguée générale de Nightline France*

© DR

“Les jeunes manifestent une réelle difficulté à se projeter dans l'avenir”

« Les problématiques évoquées par les étudiants lors des conversations téléphoniques de nos lignes d'écoute demeurent constantes : difficultés relationnelles (sociales, familiales, amicales ou amoureuses) ; troubles psychiques (stress lié aux études, anxiété, idées suicidaires, automutilation) ; et, de manière de plus en plus marquée, un sentiment profond de solitude. Certains jeunes n'ont eu aucune interaction sociale durant la semaine où ils appellent notre ligne d'écoute.

Au niveau européen, la précarité étudiante semble plus marquée en France que dans d'autres pays, pour des raisons qui restent à élucider. Si le cumul emploi-études existe partout, l'organisation des emplois étudiants en France semble moins compatible avec la poursuite des études, et la question de l'accès à un logement à un prix abordable

reste un enjeu majeur, comme le soulignent régulièrement les syndicats étudiants. Les jeunes qui font appel à Nightline ne se déclarent pas systématiquement pessimistes, mais manifestent une réelle difficulté à se projeter dans l'avenir. Beaucoup expriment un sentiment d'impossibilité à envisager un futur stable, que ce soit en raison des incertitudes liées au dérèglement climatique, à l'évolution du marché du travail, ou au contexte politique et international. Ils s'interrogent sur le sens de leurs études, doutant parfois de l'existence même de débouchés professionnels, et ressentent une tension entre la nécessité de créer des liens humains et la pression d'un système perçu comme hyper-compétitif. »

* Nightline France est une association pour l'écoute, le soutien et la sensibilisation à la santé mentale des jeunes et des étudiants.

Séminaire populaire: Marchandisation de la solidarité, pourquoi est-il urgent de résister ?



L'engagement des bénévoles ne doit pas être transformé en « travail gratuit et individuel ».

© Jean-Marie Fayapan / SPF

sont apparus dans le domaine de l'aide alimentaire. « On a vu arriver des entreprises de l'économie sociale et solidaire se positionnant comme intermédiaires de collecte qui vendent une prestation auprès des supermarchés consistant à prendre en charge les invendus, à les répartir entre les associations et à relancer les bénévoles pour éditer les reçus fiscaux », a expliqué Nicolas Champion, membre du Secrétariat national du Secours populaire en charge des solidarités en France. La solidarité n'y gagne rien et les bénévoles perdent le contact avec les commerçants et en visibilité auprès du grand public.

◆ **Les acteurs associatifs constatent des évolutions récentes qui mettent à mal le cadre initial de la loi 1901, qui prévoit principalement l'autonomie de ce secteur par rapport aux pouvoirs publics.**

« *Marchandisation des associations: pourquoi est-il urgent de résister ?* » C'est autour de cette interpellation que s'est déroulé le 42^e séminaire populaire, fin juin à l'Insep. Les pouvoirs publics fixent des cadres de plus en plus restrictifs, interférant avec le projet associatif de certaines organisations, substituant aux dotations publiques sans conditions des appels à projets contraignants, précaires et qui introduisent des logiques du monde de l'entreprise.

Institué en 2021, le contrat d'engagement républicain « *permet dans la pratique d'annuler des subventions publiques à des associations si elles ne respectent pas une charte* », a prévenu Chantal Bruneau, vice-présidente du Haut Conseil à la vie associative (HCVA). En Provence-Alpes-Côte d'Azur, « *une structure qui accompagne localement les jeunes en grande difficulté a vu s'arrêter sa subvention parce qu'elle emploie l'écriture*

inclusive », a ajouté Jean-Philippe Milesy, spécialiste de l'économie sociale et solidaire.

L'Italie montre les affres de la marchandisation, à un stade plus avancé. Les changements introduits par le gouvernement Renzi en 2015/2017 fragilisent tout le secteur associatif, notamment avec le Contrat individuel de bénévolat. Celui-ci est directement passé entre une personne et une municipalité, par exemple pour mener à bien une tâche. « *Cela transforme le bénévolat en travail gratuit et individuel* », a souligné Gianluca Mengozzi, responsable des relations internationales à ARCI, le partenaire italien du Secours populaire. Un mouvement qui accompagne le retrait des services de l'État d'un nombre toujours plus grand de secteurs.

Des contre-pouvoirs indispensables

En France aussi, l'État abandonne des secteurs qu'il occupait traditionnellement et fait de la place à des acteurs qui se réclament des valeurs associatives mais fonctionnent comme des entreprises. Ces derniers

« *Cette situation n'est pas saine*, reprend Chantal Bruneau. *Une démocratie vit grâce à ses contre-pouvoirs et à ses citoyens qui s'engagent dans des organisations dont le but est de changer telle ou telle situation.* »

Une place importante a été laissée durant ce séminaire populaire aux interventions de la salle. C'est la question de savoir comment résister qui a le plus été débattue. « *Au-delà du Secours populaire et de la France, les associations pourraient établir une liste de traits communs qu'il nous semble important de faire vivre* », a proposé Henriette Steinberg, secrétaire générale du Secours populaire. L'idée est de pouvoir mieux les défendre, collectivement.

Le prochain Séminaire populaire se déroulera le 2 octobre 2025 sur le thème: « Digitalisation, numérisation: les oubliés du service public! »

• Réécoutez l'intégralité du séminaire :



POUR EN SAVOIR PLUS



EN MOUVEMENT

📍 PARIS

UNE « JOURNÉE DE OUF »!

Le 20 août à Paris, 40 000 enfants « oubliés des vacances » ont été invités par le Secours populaire à venir passer une journée inoubliable, un concentré de vacances. Répartis sur une soixantaine de sites emblématiques de la capitale, des activités ainsi qu'un concert exceptionnel les attendaient.

Revivez la journée en images



POUR EN SAVOIR PLUS



© Denis Allard / SPF

📷 Le matin, les enfants ont pu visiter de hauts-lieux parisiens du sport, de l'art, du patrimoine ou de la République. Souvent, de célèbres créateurs de contenus connus des enfants étaient présents pour accompagner leurs découvertes. Ainsi, Yann Tout Court les a accueillis au musée du Louvre (cf. photo), César Culture G au Museum d'histoire naturelle, Airelle et Lyudmila (Nature et Peinture) au Grand Palais ou encore Gaspard G à l'Assemblée nationale.



© Tom Lefèvre / SPF

📷 Pour prolonger la magie de Paris 2024, des sites sportifs étaient également au programme du matin, tels le Centre aquatique olympique de Saint-Denis ou la vasque olympique. Cette dernière, installée au Jardin des Tuileries, a été illuminée spécialement pour les enfants. Les champions médaillés Denis Gargaut-Chanut (canoë kayak) et Nantenin Keïta (para athlétisme) ont échangé avec les enfants sur leur expérience des Jeux.



© Laura Gilli / SPF

📷 À midi, tous les enfants ont conflué vers le Champ-de-Mars pour un pique-nique géant au pied de la tour Eiffel. Un spectacle les attendait sur la scène géante montée pour l'occasion. Un karaoké concocté par les chanteurs et danseurs de Disneyland Paris, ainsi qu'un DJ, ont créé une ambiance de ouf. Les enfants bénévoles du Secours populaire ont présenté leur mouvement « Copain du Monde ». Puis s'est déroulée la parade des drapeaux, rappelant qu'à cette journée étaient présents 3 000 enfants venus de 49 pays étrangers et 5 territoires ultramarins.

VACANCES DE OUF

À 13h30 a démarré un véritable « show de ouf », un concert réunissant 5 artistes adorés des enfants : Vitaa, Marguerite, Ridsa, Carbone et Bigflo & Oli. Ouvert par la présence surprise de l'influenceuse et vlogueuse Léna Situations, il s'est clôt par la danse aérienne des avions de la Patrouille de France et leurs panaches tricolores.



© Denis Allard / SPF

Sensations fortes avec les toboggans géants, évasion avec le coin des contes, féerie avec les maquillages, mais aussi éveil sur le monde avec les stands animés par les « Copain du Monde » sur la solidarité ou encore l'accès à l'eau : tout a été mis en œuvre pour que cette journée soit inoubliable. Le bonheur absolu des enfants fut la plus belle des récompenses pour les 10 000 bénévoles et les 130 partenaires mobilisés.



© Denis Allard / SPF

Les 20 hectares du Champ-de-Mars se sont transformés en un village immense, où furent répartis 160 stands proposant aux enfants des activités ludiques, créatives, éducatives et sportives, réparties sur 4 zones géantes : « stade de ouf », « camping de ouf », « montagne de ouf » et « plage de ouf ». Ce sont 26 disciplines sportives qu'ils purent expérimenter (escalade, boxe, surf, volleyball, tennis, etc.), sous les encouragements et les conseils des nombreux champions invités pour l'occasion.



© Nathalie Bardou / SPF



instaPop

Dans chaque numéro, la photo Instagram du réseau solidaire **secourspop** choisie par la rédaction



© Jean-Marie Rayapen / SPF

Dépaysement garanti aux Pays-Bas

#secourspop #vacances #enfants #hollande #evasion

Du 22 juillet au 5 août, 40 enfants de familles accompagnées par le Secours populaire ont voyagé jusqu'aux Pays-Bas, où des familles bénévoles les ont accueillis durant deux semaines. Le partenariat noué avec l'association néerlandaise Europa Kinderhulp permet, depuis 30 ans, à ces heureux vacanciers de découvrir un pays et sa culture, rencontrer de nouveaux copains et faire le plein de souvenirs.



www.secourspopulaire.fr

Abonnez-vous à notre newsletter

